

avec l'accueil et la reconnaissance par la population de ses anciens combattants.

Tout au long de son étude, c'est clairement l'identité communautaire de Verdun qui se dégage et qui retient l'attention de l'historien pour caractériser l'impact de la guerre sur celle-ci, que ce soit pour la renforcer autour d'une mobilisation consensuelle ou pour la fragiliser notamment avec le problème de la conscription. Mais au-delà des tensions sociales, culturelles, voire générationnelles qui marquent la population de Verdun dans son implication dans l'effort de guerre, c'est une union autour d'une même identité communautaire, ainsi qu'une même volonté et fierté à s'impliquer activement dans l'effort de guerre qui prévaut. Cette fierté se cristallisa particulièrement autour de la figure de George Beurling. Serge Durflinger nous invite donc à voir sous un autre jour l'expérience de guerre exceptionnelle d'une municipalité québécoise qui, en dépit de ses différences et tensions, et autour d'une identité communautaire forte, a su maintenir durant tout le conflit une mobilisation locale active pour l'effort de guerre national canadien de 1939-1945.

MOURAD DJEBABLA *Université du Québec à Montréal*

Dans l'oeil du Sphinx: Claude Morin et les relations internationales du Québec. JEAN DÉCARY. Montréal, VLB éditeur, 2005. Pp. 248, 24,95 \$

Claude Morin, sous-ministre responsable des affaires fédérales-provinciales et intergouvernementales de Jean Lesage à Robert Bourassa, ministre de René Lévesque et architecte du référendum de 1980, a été à n'en pas douter l'un des grands artisans de la Révolution tranquille. Sa contribution est cependant rarement reconnue. Comme le soutient avec justesse Jean Décary dans son avant-propos, cela s'explique en bonne partie par l'échec de la démarche référendaire, ainsi que par la collaboration secrète que Claude Morin a entretenue avec la Gendarmerie royale du Canada à l'époque où il était ministre du Parti Québécois. La lecture de *Dans l'œil du Sphinx* suggère une troisième raison. D'avantage stratège que bâtisseur d'institutions, Morin n'a laissé derrière lui ni Caisse de dépôts, ni Hydro-Québec, ni autres monuments nationaux valant aujourd'hui à leurs fondateurs des titres de noblesse qui échappent un peu injustement au « sphinx » de Ste-Foy. Jean Décary montre d'ailleurs très bien dans son ouvrage comment Claude Morin a résisté pendant toute sa carrière de haut fonctionnaire puis de ministre à la tentation des appareils, préférant conseiller le prince plutôt que bâtir des empires bureaucratiques;

déléguant volontiers les tâches d'intendance pour pouvoir se consacrer aux manœuvres politiques, grandes et petites; esquivant aussi longtemps qu'il le pouvait la création des ministères dont il sera pourtant par la suite l'âme dirigeante.

S'il n'a pas le caractère tangible d'une grande institution, l'héritage de Morin n'en est pas moins formidable. Mais son legs relève davantage du style et de la pensée stratégique. Claude Morin a en effet compris avant bien d'autres que l'émancipation politique du Québec, que celle-ci se fasse à l'intérieur ou à l'extérieur de la fédération canadienne, passait par un engagement international. Et plus que tout autre, il a vu et cherché à assumer les exigences d'un pareil engagement sur les plans tant interne qu'externe. Si le Québec pouvait espérer agir avec quelque crédibilité sur la scène internationale en dépit de son statut et, plus tard, des velléités souverainistes de son gouvernement, ce serait au prix d'un pragmatisme sans faille. Claude Morin a conséquemment fondé la politique internationale du Québec sur des principes de *Realpolitik*, contenant avec succès les élans des politiciens et bureaucrates qui dès le début se sont montrés pressés d'impliquer trop ouvertement leurs interlocuteurs étrangers dans l'affrontement politique Canada-Québec ou qui ont voulu politiser et idéologiser l'action internationale du Québec. De la même manière, Claude Morin a poussé le Parti Québécois (PQ) vers l'étapisme référendaire parce qu'il savait que cette démarche était nécessaire à la reconnaissance éventuelle d'un Québec souverain par la communauté internationale. Il s'assure aussi, avant le référendum de 1980, de purger le programme du PQ de ses positions dangereusement neutralistes en matière de défense et prend soin d'afficher un discours franchement pro-occidental susceptible d'apaiser les inquiétudes américaines. Si Claude Morin n'avait pas inscrit dans les gènes de la politique internationale du Québec, par sa propre action, ce souci de réalisme géopolitique et ce relatif apolitisme, celle-ci n'aurait sans doute pas survécu aux alternances du pouvoir et aux aléas de la politique québécoise.

L'ouvrage de Jean Décary a l'indéniable mérite de nous rappeler tout cela. Le problème auquel il fait face cependant, en tant qu'historien, est que Claude Morin s'est déjà beaucoup raconté. Non seulement a-t-il publié au moins deux ouvrages autobiographiques et plusieurs analyses, mais il nous a donné une histoire des relations internationales du Québec, aussi l'objet de la présente recherche, dans laquelle il se livre abondamment. Il est curieux que Jean Décary n'aborde pas de front le défi que représente pour lui pareille situation tant d'un point de vue méthodologique que de celui de sa propre contribution.

Qu'ajoute *Dans l'œil du Sphinx* à ce que nous ont déjà appris les ouvrages de Claude Morin ou d'autres études sur les relations internationales du Québec? Finalement très peu. Le bilan qu'offre l'ouvrage de la contribution de Claude Morin au développement de l'action internationale du Québec correspond assez fidèlement à celui déjà offert par le principal intéressé. Pour véritablement enrichir notre compréhension de cette contribution, plusieurs approches s'offraient naturellement à Jean Décary, par exemple un recours à la méthode contre-factuelle ou la conduite d'entrevues auprès des interlocuteurs de Claude Morin à l'extérieur du Québec. Il est dommage qu'elles n'aient pas été explorées.

LOUIS BÉLANGER *Université Laval*

Global Game, Local Arena: Restructuring in Corner Brook, Newfoundland.
GLEN NORCLIFFE. St John's, NL: ISER Books, 2005. Pp. 247. \$24.95

The paper mill in Corner Brook, NL, was an engineering wonder when it was started in the 1920s. It involved a limestone mine, a massive hydroelectric development project at Deer Lake, and the construction of a port, a mill, and the company town of Corner Brook. With massive timber concessions and loan guarantees from the state, after a slow start, the enterprise developed to become, in the 1950s, the largest newsprint producer in the world.

In the early 1980s, demand for newsprint declined and market prices fell. Elsewhere in Canada, pulp and paper operations had been restructured in the 1970s and early 1980s, but failure to update the aging and inefficient Corner Brook plant led to production at the Bowater mill being cut back and workers laid off. Anxious to divest themselves of the operation, in 1984 the mill's owners sold the operation to the Kruger Corporation of Montreal.

This book is about Kruger's takeover and restructuring of Bowater's. Arguing that recent industrial restructuring is 'a political project' linked to liberalization and market deregulation, Norcliffe points out that global processes are worked out in rather different ways, depending on a range of factors, which may change as circumstances change. Decisions rest on the outcome of negotiations with unions, municipalities, and federal and provincial governments, and, we might add, what happens in one place depends on the outcome of negotiations over operations elsewhere.

The core of Norcliffe's book deals with the negotiations that led to the takeover, and subsequent events as Kruger aimed to remove

barriers to 'in situ restructuring' in the direction of 'lean production.' In the woods operations, changes involved mechanization and subcontracting to non-union operators. In the mill, the labour force was reduced, reorganized, and required to provide concessions to increase productivity and lower operating costs. What follows is an account of the impact of restructuring on work and family life and the community of Corner Brook.

From the start of negotiations, the labour force and the provincial state were pressured to abandon established protections for workers. In addition, Kruger sought financial and other support from the Newfoundland government. They demanded, but later abandoned, a five-year suspension of workers' right to strike and to lodge grievances. They succeeded in getting a retroactive change to the provincial Labour Standards Act, which freed them from responsibility for paying wages due to Bowater workers who had not been given adequate notice of layoff.

This is a detailed and sobering account of the power of capital, aided by the state, to force concessions out of workers. One key moment in the account occurs when the provincial government pushed through the Kruger Act, without full disclosure of the actual terms of the act to even the MHA's who were discussing and voting on the legislation.

A more detailed account of the dynamics of union resistance to the Kruger agenda would have been useful. The events might have been discussed as part of the Peckford government's general approach to labour relations in the period, which involved a broad-based attack on labour, and foreshadowed attempts to rework labour relations in the 1990s as part of the Economic Recovery strategy of the Clyde Wells government.

It may be that 'place attachment and the will to exercise political power within the place give the local some countervailing authority in its dialectical dance with global capital' (211-12). But my concern is that in his desire to show that there is resistance and resilience in the face of big capital, Norcliffe, like many others now writing about the plight of Newfoundland and resource-dependent communities elsewhere, overstates his case.

Glen Norcliffe's book is important and topical. It ends with a scene shift to the mill at Stephenville, not far from Corner Brook, and the battle for that mill's life. Newfoundland's premier, Danny Williams, once assured voters that the mill would not close on 'my watch.' Some short-term financial assistance was provided to keep the mill operating, but, as I write this, the mill is closed and its future seems grim, providing another testimony to the limits of local power.

JAMES OVERTON *Memorial University of Newfoundland*